

PAYSAGE TELEVISUEL

Tango Total ou "100,7-TV"?



Weides-Mart: le nouveau dream-team d'une télé luxembourgeoise de qualité?

(photo-montage: at)

Devra-t-on assister sans moyens de défense à une invasion de chaînes TV débiles ou le service public a-t-il une chance de survivre l'an 2010?

(roga) - Avec des télévisions sans frontières nationales et techniques, le paysage télévisuel autochtone luxembourgeois risque de dériver des derniers remparts du service public et d'une programmation tant soit peu acceptable vers un maelström de débilités audiovisuelles. Ainsi, "Planet RTL" et "Tango TV" ne seraient que les précurseurs d'un nivellement intellectuel général des programmes TV luxembourgeois en-dessous du niveau PISA I.

Le poids d'une concession

C'est en tout cas l'attitude unanime des membres de la Commission des Médias du Parlement, qui sont en train d'examiner les corrections à apporter à la loi sur les médias de 1991, ceci en vue d'un débat d'orientation qui devrait avoir lieu au printemps.

Rappelons deux choses qui limitent considérablement une action soutenue des pouvoirs publics. D'abord l'accès de nouvelles chaînes de télévision aux réseaux nationaux n'est plus réglable par des concessions, mais uniquement par des autorisations générales, où les contraintes se limitent aux bonnes moeurs, mais peuvent difficilement imposer des contenus de service public. Ensuite, le contrat de concession entre le gouvernement et la CLT-Ufa - document par ailleurs toujours tenu secret devant les élu-e-s du peuple - n'expire que le 31 décembre 2010. A en croire les déclarations des responsables de la CLT-Ufa devant la Commission, il serait inacceptable pour la multinationale de ne pas respecter ce contrat. Il faut dire que le contrat de concession prévoit une renégociation au cas où l'équilibre financier des exploitations luxembourgeoises ne

serait plus assuré. Pour le moment, la maison-mère continue d'investir dans les programmes luxembourgeois, mais les bénéficiaires ne sont assurés que par une contrepartie publique pour le service public et un certain monopole de publicité pour les programmes de télé luxembourgeoise, qui risque d'être miné par les nouveaux concurrents.

Arte Luxembourg?

Les vues des membres de la Commission des Médias convergent surtout sur un point précis. Si déjà la plupart des élu-e-s

sont mécontents de la qualité des programmes offerts par RTL, leur stupéfaction, face au fait que l'on pouvait encore faire pire, est réelle. "S'il faut sans doute respecter le droit des spectateurs qui ont un IQ inférieur à 19 à des programmes adaptés à leurs besoins, il faut toutefois garantir la survie d'une niche de qualité, même si elle ne s'adresse qu'à cinq ou dix pour cent de la population", s'exclama ainsi un membre de la Commission.

Dès lors se pose l'épineuse question qui pourra assurer un minimum de programmes de qualité et dans quel contexte? Le premier réflexe est sans doute celui de la "Commission Nationale des Programmes" qui a, sans pour autant y adhérer, soulevé la variante "télévision publique". Un "100,7 Télévision" donc, à l'image de la radio socioculturelle existante depuis presque dix ans?

Hélas, assurer le fonctionnement d'une télévision publique d'un haut niveau culturel, mais d'un accès facile à une large fraction de la population, nécessite des moyens d'une envergure exponentielle par rapport au média radiophonique. Si déjà la "100,7" réussit tant bien que mal, en moyennant des reprises d'émissions, à assurer un programme radio complet avec un budget de 2,5 millions d'euro, le budget d'un pendant télévisuel risque de dépasser les 25 millions. L'on se rappelle qu'un des partis au gouvernement avait déjà proposé la dissolution du "100,7". Il est donc peu probable que ce gouvernement s'engage dans une nouvelle aventure médiatique publique.

De leur côté, les responsables de la CLT-Ufa ne restent pas passifs. Ils sont prêts à s'engager dans la voie d'un élargissement de l'offre. La CLT-Ufa ne voit pas d'inconvénients à adapter ses

plages horaires à la demande d'un public qui souhaite voir des programmes éducatifs et un divertissement de qualité. Cette offre avait été formulée conjointement à celle de fusionner les rédactions de RTL 92,5 et "100,7". Ces orientations nouvelles ne viennent pas d'une soudaine découverte du socioculturel par une chaîne commerciale spécialisée dans le divertissement léger. Elles sont plutôt fondées sur la crainte, très réaliste, que malgré le contrat de concession, la transnationale allemande pourrait d'un jour à l'autre plier bagage et laisser ses vaillants combattants seuls sur le plateau du Kirchberg.

Certains membres de la Commission l'entendent par une autre oreille en se déclarant carrément déçu-e-s par le niveau général des programmes d'information et de divertissement du "service public privé" de la CLT. L'idée de présenter un concept plus global pour une programmation de qualité fait son chemin. On pourrait ainsi - puisqu'il n'y a pas pénurie de canaux télévisuels - offrir au public résidant un canal "ouvert citoyen", qui offrirait un large éventail de programmes très différents.

Mais comment pourrait-on assurer une offre de service public et de programmation socioculturelle du genre "Arte" sans créer une méga-structure "Soziokulturell Telä"?

Au sein de la Commission, l'idée avait surgi de prévoir une subsidiarité ciblée de productions télévisuelles plutôt que de financer une nouvelle institution. Au lieu de payer la diffusion, l'Etat promouvrait la production d'éléments de programmes de qualité suivant des demandes bien définies. Il resterait évidemment à établir un catalogue de critères sensés. On verrait donc peut-être la CLT produire des séries historiques nationales ou des polars à couleur locale, tout comme d'autres sociétés privées s'occuperaient d'enregistrements de concerts dans la salle philharmonique ou l'espace rock. S'y ajouterait un réseau de télévisions scolaires style "Uelzechtkanal", qu'une plus forte implantation de la pédagogie des médias dans les écoles pourrait renforcer.

S'il s'avérait au bout de quelques années que le canal ouvert citoyen serait trop fourre-tout pour des "Uelzechtkanal", "Nordlicht" et "Bléck duercht Land", l'on pourrait toujours songer à lui donner une "corporate identity" minimale. Mais on n'en est pas encore là.

commentaire

Der Skandal im Skandal

Kralowetz ist nur ein Symptom. Der "effiziente" Staat entpuppt sich einmal mehr als schönfärberischer Verwalter des Mangels.

Der Skandal um die Transportfirma des österreichischen Unternehmers Karl Kralowetz geht in die nächste Runde: Kommende Woche werden die drei hauptsächlich betroffenen Minister (Grethen, Biltgen und Boden) in einer gemeinsamen Pressekonferenz Bilanz über den Ablauf der Affäre ziehen. Noch ist nicht klar, ob diese Veranstaltung den Zweck verfolgt, nun endlich Licht hinter eine Affäre zu bringen, oder ob es lediglich darum geht, die regierungsseitige Kakophonie zu bündeln und in einen harmonischen, wenn auch nicht unbedingt wahrheitsgetreuen, Chorgesang zu überführen. So oder so stellt sich heraus, dass Verantwortliche der drei großen Parteien zumindest wussten, dass Herr Kralowetz sich mit fragwürdigen Methoden einen Wettbewerbsvorteil erschlich. Je nachdem, welche Rolle die betroffenen Politiker heute und früher spielten, leiden sie entweder unter akutem Gedächtnisschwund oder entdecken täglich neue Schreiben immer älteren Datums, die ihre Unterschrift tragen und die belegen sollen, dass sie seit jeher ihre Bedenken gegen Kralowetz geäußert hätten.

Mag sein, dass sich so der eine oder die andere tatsächlich von dem Vorwurf befreien kann, nicht leichtsinnig gehandelt zu haben oder gar korrupt gewesen zu sein. Für die gesamte obere Etage der hiesigen Polit-Nomenklatura steht allerdings jetzt schon fest, dass sie a) solche Krisen weder verhindern noch b) auch nur ansatzweise korrekt damit umgehen kann.

Insofern mutet es fast schon lächerlich an, dass überhaupt darüber gestritten wird, ob das Parlament nicht mit allen Befugnissen ausgestattet werden soll, um detailliert aufzuzeichnen, was schief gelaufen ist. Eine "commission d'enquête" ist aber nur ein Instrument. Wenn bei der Mehrheit der Abgeordneten der Wille, hier Klarheit zu schaffen, nicht besteht, wird auch eine solche Kommission es schwer haben. Allerdings: Einen Versuch ist es angesichts des großen Schadens allemal wert.

Richard Graf ist Redakteur der woxx.

Pressegesetz

130 Jahre hat das immer noch geltende Pressegesetz auf dem Buckel. Seit Jahrzehnten wurde eine Reform angemahnt, jetzt schaffte ein entsprechendes "projekt de loi" den Weg ins Parlament.

Prick up your ears

Des regards inquiets traversent la salle de réunion. La collaboratrice n'a plus l'air d'être la même. Son visage semble transformé. Elle ressemble à un prince anglais. Oui, c'est ça. Ce sont les oreilles. Un peu du flair des journées carnavalesques passées s'est ainsi retrouvé dans les locaux du woxx, grâce à l'une de nos correctrices. Elle s'est fait un malin plaisir de venir au travail ornée de magnifiques oreilles de lutin. La réaction des gens qu'elle croisa ce jour là? D'abord de l'embarras. Puis un sentiment de pitié. "La pauvre. C'est quand même triste d'être défiguré à ce point." En troisième lieu, ils/elles regardent de plus près, comprennent que tout ça n'est qu'une blague et rigolent. Comme quoi, le woxx peut devenir le terrain d'études sociologiques privées. Quant à notre correctrice, elle est très fière de ses oreilles; des fausses comme des vraies d'ailleurs. "J'ai de grandes oreilles. C'est une preuve de vitalité." A quoi sa voisine de bureau ajoute: "De plus t'entends bien mieux. C'est pas comme moi, qui en ai de tellement petites." La semaine prochaine: Les hommes de la rédaction se disputent le titre du plus grand nez?

x+oL at home

woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: Gréngespon - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • Herausgeberin: woxx soc. coop. • Redaktion: Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Robert Garcia (robert.garcia@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Germain Kerschen (germain.kerschen@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Ines Kurschat (ines.kurschat@woxx.lu), Muriel Prieur (muriel.prieur@woxx.lu), Bibine Schulze (bibine.schulze@woxx.lu), Armand Turpel (armand.turpel@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber (daniele.weber@woxx.lu) • Karikaturen: Guy W. Stoes • Fotos: Christian Mosar • Verwaltung: Monique Ludovicy (monique.ludovicy@woxx.lu) • Bürozeiten: Mo - Fr 9 bis 12 und 13 bis 16 Uhr. Unterzeichnete Artikel geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • Druck: Imprimerie COPE, Luxemburg • Einzelpreis: 1,49 € • Abonnements: 52 Nummern kosten 59,50 € (Ausland zzgl. 22,31€); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 24,79 € • Postscheckkonto: CCPL 102654-28 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abo"; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • Anzeigen: Espace Régie Luxembourg s.a. - Tel.: 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • Recherchefonds: Spenden zur Unterstützung des weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL 24495-51 der "Solidaritéit mam Gréngespon asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • Post-Anschrift: woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • Büros: 51, Av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • E-mail: woxx@woxx.lu • Site: www.woxx.lu • Tel.: (00-352) 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79